L'apaisement des marchés financiers

Le mois d'octobre a été marqué par un regain de confiance des investisseurs, rassurés face aux risques politiques et commerciaux. Les taux sont restés bas et souvent en territoire négatif. Néanmoins, ils ont progressé de quelques dizaines de centimes aussi bien aux États-Unis qu'en Europe. Les marchés actions, quant à eux, se sont bien maintenus.

Les discussions commerciales redémarrent

Tant en Europe qu'Outre-Atlantique, le risque géopolitique et le risque commercial diminuent progressivement sur deux sujets : les relations commerciales sino-américaines et le Brexit. La reprise des négociations entre les gouvernements américain et chinois calme les inquiétudes des investisseurs. La situation est encore loin d'être résolue mais les discussions évoluent favorablement et ouvrent la voie vers la possibilité d'un accord partiel.

Nouvel épisode pour le feuilleton du Brexit

Nouveau rebondissement pour le Brexit, le Parlement britannique a refusé de valider intrinsèquement le deuxième accord obtenu entre l'Union Européenne et le Royaume-Uni le 17 octobre dernier. Le Parlement a précisé ne pas s'opposer à ce second accord mais a exprimé un besoin de temps supplémentaire pour l'étudier. Suite à cette nouvelle, l'Europe a alors accepté un report du Brexit au plus tard le 31 janvier 2020, avec une mise en œuvre immédiate si l'accord est validé avant cette date.

En parallèle, le Parlement britannique s'est prononcé sur la question d'élections anticipées proposée par Boris Johnson et il y a de forte chances que ces élections soient mises en place au 12 décembre (accord de B. Johnson sur une proposition des libéraux démocrates et des nationalistes écossais). L'opposition et essentiellement les Travaillistes n'ont rien contre des élections anticipées mais veulent d'abord

être certains que le no-deal soit évité avant d'y procéder. Les investisseurs sont rassurés par ces dernières nouvelles car la situation semble évoluer dans le bon sens en diminuant la probabilité d'un no-deal qui demeure malgré tout encore possible.

L'économie mondiale toujours en ralentissement

La croissance économique ralentit dans plusieurs pays depuis quelques mois maintenant, notamment en Chine, en Allemagne et aux États-Unis. Ce ralentissement est très marqué dans les domaines manufacturés et l'industrie mais beaucoup moins au niveau de la consommation et des services. La croissance mondiale n'a, pour l'instant, pas été revue à la baisse mais devrait être moins forte en 2019 et 2020 que les années précédentes.

L'inflation reste faible

Malgré des politiques monétaires encore plus accommandantes mises en œuvre par les banques centrales, le taux d'inflation demeure bas : 0,8 % en zone Euro et 1,6 % aux États-Unis. Les banques



centrales confirment dans leur communication qu'elles poursuivront leurs mesures. Néanmoins, une absence de consensus se fait de plus en plus remarquer au conseil de la Banque Centrale Européenne, notamment avec le changement de gouvernance au 1er novembre 2019. Les mesures prises par la BCE le 12 septembre dernier ont déjà été contestées par de nombreux représentants, notamment de l'Allemagne et peuvent être aujourd'hui interprétées comme contre-productives. Reste désormais à savoir ce que vont faire les gouvernements d'un point de vue budgétaire. Les deux pays principalement concernés, à savoir l'Allemagne et la Chine, ont déclaré pouvoir prendre des mesures si la situation venait à se dégrader davantage. L'effet des mesures déjà prises en Chine n'est d'ailleurs pas évident à percevoir pour le moment. Pour cause. la baisse du commerce international de ces douze derniers mois impacte fortement l'économie chinoise, qui voit sa dynamique de croissance ralentir et peine à maintenir ses 6 % de croissance économique.

Quant à la zone Euro, les investisseurs regagnent en confiance et attendent un éventuel rebond (limité) de l'activité économique au cours du premier semestre 2020, en particulier en Allemagne. Cependant, la situation de la consommation soulève de nombreuses incertitudes en Allemagne et partout dans le monde. De manière générale, les actuels gains de pouvoir d'achat ne sont pas injectés dans la consommation mais épargnés faute d'une confiance suffisante.

Les perspectives économiques et financières

Elles ont peu évolué tant sur le plan économique que des perspectives de marchés. Le ralentissement de l'économie mondiale se confirme et devrait rester limité. Les taux longs devraient rester bas et les marchés actions pourraient encore légèrement progresser à condition que les négociations commerciales donnent des signes favorables à un certain retour de la confiance. Le potentiel est à ce stade limité compte tenu des niveaux actuels de valorisation, en particulier du marché américain. Il est par ailleurs nécessaire que les perspectives bénéficiaires des sociétés tant US qu'européennes restent de bonnes facture, ce qui est le cas pour le moment.

À propos de Federal Finance Gestion

Federal Finance Gestion est une société de gestion née à Brest en 1980. Avec un encours de plus de 36 milliards d'euros en 2018, elle se place au 18e rang des sociétés de gestion au plan national. Federal Finance Gestion propose une large gamme de fonds communs de placement, des offres de gestion sous mandat, des fonds d'épargne entreprise pour satisfaire une clientèle de particuliers, institutionnels et entreprises. Elle est organisée autour de 3 pôles d'expertise : Mandat, Gestion Privée et Cross Asset Solutions.

À propos d'Arkéa Investment Services

Arkéa Investment Services regroupe l'ensemble des spécialistes en gestion d'actifs et banque privée du groupe Arkéa. Fort d'un écosystème de boutiques expertes (Federal Finance Gestion, Schelcher Prince Gestion, SWEN Capital Partners, Vivienne Investissement, Mandarine Gestion et Arkéa Banque Privée) totalisant plus de 50 Md€ d'encours, Arkéa Investment Services crée des solutions pour protéger et valoriser les placements de ses clients afin de leur permettre d'avoir confiance dans la réalisation de leurs projets.





Service Relations Clientèle



contact@Federal-finance.fr

FEDERAL FINANCE GESTION, SA à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 6500000 euros. Siren 378135610 RCS Brest. Agrément de l'Autorité des Marchés Financiers n° GP 04/006 du 22 mars 2004. TVA : FR 87378135610. Siège social : 1, allée Louis Lichou 29480 LE RELECQ-KERHUON. Adresse postale : BP 97 - 29802

Le présent document est purement informatif et ne constitue ni une offre de souscription, d'achat ou de toute autre transaction portant sur les instruments qui y sont visés, ni un conseil personnalisé d'investissement. Les futurs investisseurs doivent entreprendre les démarches nécessaires afin de déterminer eux-mêmes et/ou avec le concours de leurs conseillers l'adéquation de leur investissement, en fonction des considérations légales, fiscales et comptables qui leur sont applicables ainsi que leur sensibilité aux risques inhérents aux instruments financiers. Les valeurs figurant dans les portefeuilles modèles présentés ne comportent aucune garantie ni protection et le capital initialement investi peut ne pas être intégralement restitué. Crédit photo adobe stock 60790721/129310737.